

relaient les images et contribuent à une « production participative de la violence » (p. 5). L'ouvrage pourra donc s'adresser à des étudiants ou chercheurs qui travaillent sur les médias ou le numérique, sur la production et le marché de l'image, sur les questions de violence et de guerre, mais aussi à des lecteurs désireux de mieux comprendre la situation politique en Syrie.

Simon Mangon -
Sciences Po Aix, CHERPA

Fauconnier (Clémentine) - *Entre le marteau et l'enclume. La fabrication de l'hégémonie partisane dans la Russie de Poutine.* -
Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2019 (Espaces politiques).
262 p. Bibliogr.

Dans cet ouvrage issu de son travail de thèse, Clémentine Fauconnier s'intéresse aux mécanismes de domination politique employés par le régime russe depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000. L'auteure se concentre sur le rôle du parti Russie unie et révèle d'emblée les paradoxes de l'hégémonie qu'il a acquise dans le système politique et électoral. Alors qu'il emportait encore une victoire écrasante aux élections législatives de 2016, le parti reste peu intégré à la société russe et ne participe pas à la formation du gouvernement qui demeure a-partisan. Il répond pourtant à un contrôle attentif de la part du pouvoir exécutif, qui décide des mécanismes réglant sa vie interne – sélection des candidats aux fonctions électives, production d'idées politiques.

L'ouvrage examine à la fois les mécanismes de production de cette situation – celle d'un parti hégémonique contrôlé par le pouvoir central, servant d'instrument pour un régime personnaliste (p. 14-15) – et ses effets sur le fonctionnement du parti. À partir d'une approche par la sociologie des institutions, l'auteure explore la fabrication de Russie unie en tant qu'organisation partisane structurée par des règles de fonctionnement, mais aussi nourrie et transformée par les acteurs et les pratiques qui la composent. Elle apporte des réflexions inédites et originales sur un parti qui, bien que jouant un rôle central dans le système politique russe, est longtemps resté dans le double « angle mort » qu'il occupe dans le champ des études des organisations partisanes – celui des partis au pouvoir et des partis conservateurs.

La période analysée couvre cinq cycles électoraux, rythmés par les élections à la Douma, le Parlement d'État, et aux Parlements régionaux de 1999 à 2018. La recherche mobilise des sources empiriques qualitatives importantes, fondées sur les résultats électoraux et les ressources en ligne disponibles sur le site Internet du parti. Elle est également enrichie par une série d'enquêtes de terrain réalisées à différentes échelles du pouvoir – à Moscou, Saint-Pétersbourg et Veliky Novgorod. Les entretiens menés auprès de représentants du parti, d'élus et de candidats aux primaires, ainsi que l'observation de la vie du parti – meetings, débats internes, réunions de l'organisation de jeunesse – complètent et informent l'approche institutionnelle par une approche sociale de l'organisation partisane, attentive aux acteurs, à leurs trajectoires, leurs actions et au sens qu'ils leur donnent.

Les cinq chapitres suivent une progression à la fois chronologique et thématique. L'auteure se concentre d'abord sur la genèse de la construction d'une majorité parlementaire en soutien au pouvoir présidentiel en amont des élections de 1999. Puis elle analyse la stratégie du parti Russie unie au début des années 2000 pour conquérir la majorité des mandats électifs et assurer son implantation territoriale. Elle montre notamment l'impact des impératifs du pouvoir exécutif – renforcement de l'État, centralisation du pouvoir – sur l'organisation du système électoral et le fonctionnement interne du parti. Elle qualifie cette stratégie de « pluralisme administré » plutôt que de mise en place d'un système à parti hégémonique. Le troisième chapitre explore la consolidation du parti, vers le milieu des années 2000, et son évolution de machine de conquête électorale vers une organisation partisane revendiquant une idéologie « conservatrice ». La conformation partisane s'opère par une série de nouvelles pratiques telles que les clubs de discussion et les débats intrapartisans, ainsi que par le recrutement des candidats aux fonctions électives. Dans un quatrième chapitre, l'auteure se fonde sur ses enquêtes de terrain pour révéler les modalités et les effets de cette transformation. Elle se concentre sur le cas des Primaires jeunes pour comprendre les mécanismes de recrutement et de formation des candidats ainsi que les « dispositifs managériaux » mis à l'œuvre pour discipliner les modes d'investissement politiques des représentants du parti. Enfin, le cinquième chapitre dévoile les limites de l'hégémonie partisane de Russie unie, qui est la

cible des critiques contre le régime et des protestations organisées en amont des élections législatives de 2011. Incapable de ménager sa popularité, le parti est écarté de la campagne électorale par le pouvoir exécutif au profit d'organisations non partisans spécialement créées pour l'occasion. En 2016, cependant, le parti maintient à nouveau sa majorité parlementaire, manifestant ainsi la « fluidité » et « l'adaptabilité » (p. 236) des mécanismes de son « hégémonie partisane à géométrie variable » (p. 235).

À travers l'étude du parti Russie unie, l'ouvrage de C. Fauconnier propose deux réflexions majeures sur le système politique russe. Premièrement, l'organisation interne du parti montre la double influence de l'héritage soviétique et des emprunts à des systèmes étrangers sur les pratiques et références de la vie politique russe contemporaine. Deuxièmement, l'oscillation entre la construction d'un parti doté de ressources propres, d'une part, et le maintien d'une « verticale du pouvoir » centrée sur la figure de V. Poutine, d'autre part, révèle la tension entre partisanisme et personnalisme du pouvoir russe.

Juliette Faure -
Sciences Po, CERI

Fischer (Nicolas) - *Le territoire de l'expulsion. La rétention administrative des étrangers et l'État de droit.* - Lyon, ENS Éditions, 2017 [Gouvernement en question(s)]. 350 p. Annexes. Sources. Bibliogr.

Cet ouvrage de Nicolas Fischer est tiré de sa thèse de doctorat « La rétention administrative dans l'État de droit. Genèse et pratique du contrôle de l'enfermement des étrangers en instance d'éloignement du territoire dans la France contemporaine », soutenue en 2007 et effectuée à Science Po sous la direction de Marc Sadoun. L'exercice de transcription d'une thèse n'est jamais chose aisée. Savoir mettre suffisamment de côté la machinerie méthodologique propre à l'exercice académique pour aboutir à une fluidité d'écriture ou encore, comme ici, devoir réactualiser une recherche déjà un peu datée est un véritable exercice d'équilibriste. En l'espèce cette publication est une réussite. On y retrouve bien la solidité scientifique du doctorat associé à une maturation et à un travail d'écriture qui rendent l'ensemble particulièrement plaisant et convaincant.

Si la structure de l'ouvrage peut sembler complexe au premier abord, elle s'explique parfaitement dans sa genèse même, N. Fischer ayant eu le souci de donner à voir la pertinence de son étude dans un travail de contextualisation lié à l'avant mais également à l'après. Cette articulation permet aussi de faire dialoguer différents niveaux d'analyse. L'auteur vient d'abord discuter les théories plus abstraites de l'État de droit, et de l'état d'exception, pour ensuite proposer un large portrait des évolutions sociohistoriques des politiques d'internement de 1975 à 2016 et finir ensuite sur l'étude de terrain proprement dite. Ces changements d'échelle aussi bien que de disciplines relevant des sciences sociales est un véritable tour de force qui permet d'obtenir, par ces différents éclairages, une vision assez fine de cet objet qu'est la question de l'internement.

L'appareillage critique et théorique est donc concentré dans l'introduction, très dense. Il y est proposé un questionnement autour de l'État de droit et du caractère exceptionnel des phénomènes d'internement : « Analyser la combinaison de la rétention administrative et de l'État de droit, c'est en effet se confronter immédiatement à une série d'analyses récentes, qui affirment au contraire leur mutuelle incompatibilité. » (p. 17) Dès le début de l'ouvrage est mobilisée toute une littérature qui met en avant la question du caractère structurel de l'état d'exception ainsi que les zones de flou propres à la définition même de l'État de droit. Cet « état de l'art » de la littérature scientifique proposé par l'auteur part d'une critique de Giorgio Agamben et de Carl Schmitt, passe par les travaux anglophones de la criminologie critique, pour venir se placer plus directement dans le champ francophone des travaux sociohistoriques, sociologiques et anthropologiques ayant pour approche la question des usages de l'internement. La perspective de l'ouvrage est posée et propose de se saisir de l'objet camp non pas comme une institution, un lieu géographique ou un type d'architecture particulière mais bien comme une configuration sociale au sens de Norbert Elias. Cette approche résolument empirique annonce donc le travail de terrain développé par la suite. On peut juste regretter qu'il n'y ait pas eu de dialogue entrepris avec les *Critical legal studies* qui privilégient également une approche par les usages et une partie critique plus poussée sur le fétichisme de la forme camp.

Vient ensuite un « chapitre liminaire » socio-historique qui revient sur les développements de